

ACTUALITE

Russie-Ukraine-Union européenne L'Iran entre dans la danse

Dans une lettre adressée à 18 dirigeants européens, le président russe, M. Vladimir Poutine, a souligné que son pays entendait remplir complètement ses obligations de livraison de gaz envers ses clients européens. Par contre, a ajouté le président russe, nous ne pouvons pas garantir le transit de notre gaz par l'**Ukraine**. De plus, si **Gazprom** n'a pas l'intention de couper ses fournitures de gaz à Kiev, ce pays, via **Naftogaz**, a accumulé une dette importante vis-à-vis de Gazprom [le groupe russe l'évalue à **plus de \$2,2 milliards**] et cette situation ne peut pas durer éternellement, a expliqué en substance M. Poutine. En vertu du contrat en vigueur depuis 2009, la **Russie** pourrait passer à un système de prépaiement du gaz livré à l'Ukraine. Gazprom est certes une très grande entreprise mais elle n'a pas à subventionner l'économie ukrainienne, a indiqué le président russe. A bon entendeur ...



Vers un remake des crises russo-ukrainiennes de janvier 2006 et janvier 2009 ?

De leur côté, les dirigeants ukrainiens, qui veulent se rapprocher de l'**Union européenne** (UE), ont affirmé sur tous les tons que leur pays ne siphonnerait pas le gaz russe transitant par leur territoire et destiné à des pays européens. Cela dit, si Gazprom coupait ses livraisons à Naftogaz, on ne peut pas totalement exclure un remake du mauvais film de janvier 2006 ou, pire encore, de janvier 2009. Quant à la **Commission européenne**, elle a rappelé qu'elle attendait de ses fournisseurs le respect de leurs engagements. Le 15 avril, le commissaire européen à l'Energie, M. Günther Oettinger, a rencontré M. Alexey Miller, le président du comité de gestion de Gazprom, pour s'entretenir de ces questions.

Gazprom en a profité pour remettre sur la table le projet **South Stream** qui permettrait, selon le groupe, d'éliminer totalement les risques de transit et de fournir de façon directe, continue et fiable le gaz russe à l'Europe. La capacité de transport de South Stream serait de **63 milliards de mètres cubes par an**. L'avenir de ce projet de très grande taille est fort incertain, notamment mais pas uniquement [la Commission européenne estime que les accords conclus entre la Russie et plusieurs pays de l'UE au sujet de South Stream ne sont pas du tout conformes à la législation européenne en matière de concurrence] depuis la crise russo-ukrainienne, mais M. Miller a indiqué que le projet avançait bien.

L'Iran arrive à point nommé

C'est dans ce contexte quelque peu tendu que l'Iran a choisi, et ce n'est pas un hasard, de faire entendre sa voix. Le ministre iranien de l'Industrie, M. Mohammad Reza Nematzadeh, a déclaré le 14 avril que Téhéran pouvait être un fournisseur de gaz de l'Europe "*fiable, sûr et dans le long terme*". Nous avons les réserves pour cela – ce dont personne ne doute – ainsi que les plans de coopération, a précisé M. Nematzadeh au quotidien allemand *Handelsblatt*. L'Iran ne veut pas faire concurrence à la Russie, a-t-il ajouté, mais la demande de gaz de l'Europe augmente [ce n'est pas le cas actuellement mais ce sera certainement vrai à l'avenir - NDLR] et l'Iran voudrait avoir une part de cette consommation. En ce qui concerne la Russie, c'est à l'Europe qu'il appartient de prendre une décision, a souligné le ministre.

Comme on le sait, l'Iran et la Russie négocient depuis quelque temps un accord aux termes duquel Moscou recevrait du brut iranien et exporterait vers l'Iran des produits et équipements divers. Le chiffre de \$20 milliards a été avancé au sujet de la valeur possible de cet accord, qui pourrait porter sur des volumes de pétrole de 500 000 barils par jour [**Pétrole et Gaz Arabes** n'est pas en mesure de confirmer ces chiffres - NDLR]. Les informations et rumeurs diffusées sur ces négociations ont suscité une vive riposte des **Etats-Unis**, qui ont indiqué que, si un tel accord était conclu, il pourrait conduire à de nouvelles sanctions alors que l'Iran tente depuis plusieurs mois, à travers les négociations sur son programme nucléaire, de se débarrasser de celles qui ont été prises à son encontre par les pays occidentaux. Cet accord de troc ne serait pas compatible avec l'accord de Genève de novembre dernier qui a débouché sur la suspension, au début de cette année, de certaines mesures restrictives contre l'Iran, estime-t-on à Washington. Téhéran s'est vu garantir qu'il pourrait exporter de l'ordre de **1 million de barils par jour de pétrole** [dans la période récente, les volumes de brut iranien exportés ont été supérieurs à ce chiffre], les pays occidentaux ne cherchant plus, comme jusqu'à l'an dernier, à continuer à faire chuter les exportations pétrolières de l'Iran.

Téhéran entre le marteau et l'enclume

Téhéran joue donc une partie difficile. Ses dirigeants veulent conserver de bonnes relations avec la Russie, pour des raisons à la fois politiques, énergétiques et économiques, mais leurs objectifs clés, comme cela a été explicité à plusieurs reprises dans cette rubrique, sont d'obtenir la levée des sanctions et pressions économiques occidentales, de faire venir ou revenir les grandes compagnies pétrolières internationales et de développer de façon très importante les capacités de production et d'exportation de pétrole et de gaz naturel de l'Iran afin d'occuper la place que le pays devrait avoir, au regard de ses réserves, sur les marchés mondiaux des hydrocarbures.

Le ministre iranien de l'Industrie était resté très prudent dans son expression en précisant que l'Iran ne voulait pas concurrencer la Russie sur le marché européen du gaz. Il est cependant peu probable que la Russie et Gazprom y croient et ils auraient bien tort de se laisser bercer par cette douce musique. Sur n'importe quel marché, les fournisseurs sont forcément en concurrence les uns par rapport aux autres. Au **ministère iranien du Pétrole**, on ne s'embarrasse d'ailleurs pas de telles fioritures de langage.

Vice-ministre du Pétrole chargé des affaires internationales et du commerce, M. Ali Majedi a souligné qu'il serait difficile pour l'Iran et la Russie de conclure un accord portant sur les hydrocarbures car les deux Etats, en tant que producteurs et exportateurs de pétrole et de gaz, sont des rivaux. Il est moins complexe pour l'Iran de conclure des accords pétroliers et/ou gaziers avec un pays comme la Chine qui est un importateur majeur, a ajouté M. Majedi. Cela dit, pour l'Iran, ces négociations avec la Russie peuvent lui permettre de garder deux fers au feu, au cas où il n'y aurait pas d'accord définitif sur le programme nucléaire, et de faire pression sur les pays occidentaux pour les pousser à faire preuve de bonne volonté à son égard.

Des objectifs ambitieux en matière de production d'hydrocarbures

Selon un membre de la commission de l'énergie du parlement iranien, le Majlis, le ministre du Pétrole, M. Bijan Namdar Zanganeh, aurait indiqué que la production nationale de brut pourrait atteindre **5,7 millions de barils par jour** et la production de gaz **1 milliard de mètres cubes par jour** d'ici à 2018. Au cours de cette année [qui a commencé le 21 mars 2014], la production du champ supergéant de **South Pars** devrait augmenter de 100 millions de mètres cubes par jour, soit une progression d'un tiers par rapport à son niveau actuel. Si les sanctions étaient levées, la production de brut pourrait s'élever à **4 Mb/j** au cours de cette année, avait estimé M. Zanganeh.

Les objectifs sont un peu ambitieux. Selon l'**Agence Internationale de l'Energie**, la production iranienne de brut ne dépassait pas **2,8 Mb/j** en février et sa capacité soutenable serait de l'ordre de **2,9 Mb/j**. Dans l'interview qu'il nous a accordée, le ministre de l'Energie des Emirats Arabes Unis insiste sur le fait qu'il faudra beaucoup d'investissements et pas mal de temps pour que l'Iran puisse mettre beaucoup plus d'hydrocarbures sur le marché (voir page 7). Mais, au-delà du calendrier, le potentiel de l'Iran à moyen et à long terme est considérable pour le pétrole comme pour le gaz.

Outre les défis en termes d'offre, il faudra cependant que les dirigeants iraniens s'attaquent à la question délicate de la **maîtrise de la consommation domestique d'énergie** s'ils veulent pouvoir dégager et maintenir à long terme un surplus exportable majeur.

Francis Perrin

- ☞ Voir en page 7 dans ce numéro l'interview du ministre de l'Energie des Emirats Arabes Unis.
- ☞ Au sujet de la Russie, de l'Ukraine et de l'Union européenne, voir aussi Actualité dans notre édition du 1^{er} avril.